lement américain appuieront une requête comme celle dont nous sommes saisis. Comme le parrain du bill le signalait, plusieurs groupes ont obtenu des chartes en vue de l'aménagement futur de pipe-lines jusqu'à la côte du Pacifique par des tracés exclusivement canadiens de sorte que la crainte du monopole, évoquée dans les débats de l'an dernier, est désormais dissipée. On peut maintenant choisir entre plusieurs compagnies, et la plupart se proposent d'aménager leurs pipe-lines à travers le Canada.

On convient, je pense, que d'ici quelque temps du moins, il n'y aura qu'un pipe-line à pétrole et qu'un pipe-line à gaz qui rejoindront le littoral. Je vous signale, monsieur l'Orateur, et je signale à la Chambre que l'accueil que nous faisons à ces demandes d'autorisation d'aménagement de pipe-lines a bien changé cette année. Le comité parlementaire permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes a fait inscrire dans trois chartes des modifications à peu près identiques au texte dont donnait lecture le parrain du bill il y a quelques instants. Elles prescrivent que le pipe-line principal doit être aménagé entièrement au Canada. Subséquemment, une société demandant sa constitution en corporation sous le nom d'*Independent Pipe Line Company* a précisément apporté son projet de loi à l'autre endroit avec ces mots déjà inscrits.

Nous étudions ce soir une charte qui a été modifiée de la même manière par le Sénat. Pour la première fois, la Chambre haute a inséré dans un de ces bills des mots prévoyant que le pipe-line principal sera entièrement aménagé au Canada. A dire vrai, la Chambre n'est actuellement saisie que d'un bill qui ne se conforme pas à cette exigence. Le projet de loi dont je parle...

M. l'Orateur: L'honorable député pourrait attendre à plus tard pour en parler.

M. Green: J'ai le droit, je pense, de dire que le nom de la société intéressée est *Border Pipe Line Corporation*. Ce changement d'attitude est fort significatif et conforme, je crois, aux opinions et aux intérêts des Canadiens. Les bills relatifs à des pipe-lines adoptés aux sessions antérieures ne renfermaient pas cette disposition destinée à servir le Canada d'abord, même si dans certains cas les parrains se sont engagés à suivre un tracé intégralement canadien. Il y a eu, évidemment, les parrains d'autres projets de loi qui ne l'ont pas fait, notamment ceux de l'*Alberta Natural Gas Company* et de la *Prairie Transmission Lines Limited*.

J'espère que, lorsque la Commission des transports étudiera une demande d'autorisa-

tion d'aménager un pipe-line, elle tiendra compte du changement d'attitude qui se constate assurément à la Chambre et aussi, je crois, à l'autre endroit, et qu'elle n'accordera de permis qu'à l'égard d'un tracé tout canadien. Il est certain que la Commission des transports n'est pas excusable d'agir autrement. Il en va de même du ministre du Commerce (M. Howe) à qui toute société doit demander la permission d'exporter du pétrole ou du gaz aux États-Unis. J'espère qu'il tiendra compte du changement d'attitude qui se manifeste cette année et qu'il refusera la permission d'exporter du pétrole ou du gaz du Canada à toute société dont le pipe-line principal ne se trouve pas en territoire canadien.

M. J. S. Sinnott (Springfield): On voudra bien me permettre de faire quelques observations sur le projet de loi tendant à constituer en corporation la *Champion Pipe Line Corporation Limited*. Il y a lieu de féliciter le parrain de la mesure de l'avoir présentée à la Chambre. Je tiens aussi à témoigner ma reconnaissance aux personnes qui demandent la constitution légale de cette société, à savoir, Lloyd Rogers Champion, financier, de Montréal; Leslie Mendelsohn Cuthbert St. Bendick Collins, administrateur, de Toronto; Daniel Roland Michener, avocat et conseil du roi, de Toronto; Alfred Theodore Hurter, ingénieur, de Montréal; et Joseph-Théophile-Wilfrid Gagnon, industriel, de Montréal. Ces personnes démontrent qu'elles ont foi en un tracé entièrement canadien. Elles sont disposées à fournir les fonds nécessaires à l'exécution de l'entreprise, ce qui prouve qu'elles sont d'avis qu'on doit mettre les ressources du Canada en valeur à l'avantage des Canadiens d'abord.

Le mardi 20 mars j'ai participé à un débat en cette enceinte, sur l'aménagement d'un pipe-line. Depuis lors, j'ai eu l'occasion de causer avec plusieurs Canadiens, qui sont d'avis que Vancouver ne sera pas une ville très florissante à l'avenir, si ces divers pipe-lines se rendent du Canada aux États-Unis avant d'atteindre cette ville. Une fois de plus je tiens à dire que je prise hautement le geste de ces gens, qui ont l'intérêt du Canada à cœur et la compétence voulue pour mener à bien une entreprise de ce genre.

M. G. A. Cruickshank (Fraser-Valley): Monsieur l'Orateur, je prends très rarement la parole à propos des pipe-lines, mais j'ai parcouru en automobile les 125 milles qui séparent Chalk-River d'Ottawa, afin de pouvoir féliciter ce soir le parrain de la mesure. Ceux d'entre nous qui se sont un peu intéressés aux tracés situés entièrement en territoire canadien, au cours des deux ou trois dernières années, sont très fiers de constater